



# **LA PRISE DE CONTRÔLE DES MARCHES EMERGENTS, COMPOSANTE DE LA STRATEGIE GLOBALE DES ETATS-UNIS: LE CAS DE LA MOLDAVIE**

(Article publié en février 2003  
dans *La Revue Française de Géopolitique*)

*Par Didier Lucas*  
*Directeur adjoint de l'école de guerre économique*

MOTS CLES :

Influence stratégie, Sécurité économique, USAID, Guerre cognitive, Guerre de l'information

« Tout désir a un but et ce but est toujours obscur.  
Il n'y a pas de désir innocent. »  
Luis Bunuel

Créée par le Pentagone à la suite des attentats de New-York et de Washington, le très orwellien *Office of Strategic Influence* (OSI) a disparu sitôt la révélation de son existence par le *New York Times* en février 2002. En effet, la campagne médiatique internationale contre des velléités de contrôle et de manipulation de l'information, conduisirent les autorités américaines à adopter une stratégie discursive de renoncement absolu. Quels enseignements peut-on tirer de ce volte face subit ? Les Etats-Unis n'ont certainement pas abandonné l'idée de développer une réelle politique d'influence stratégique. Dans son mandat initial, l'OSI figurait comme la concrétisation administrative de manœuvres maintes fois éprouvées dans le passé par les diverses agences fédérales. Cet article est fondé sur deux volets. Notre démarche que nous qualifions d'heuristique vise davantage à l'interrogation des pratiques états-uniennes, qu'à l'étude de ses causes et des ses impacts directs et immédiats. Dans une première partie, nous tenterons de comprendre les enjeux géopolitiques globaux qui s'attachent aux développements d'ambitions concertées en matière d'influence. A cet égard, nous prendrons soin d'apporter les précisions sémantiques relatives à l'ensemble des actions qui s'y rattachent, avant d'étudier les mécanismes propres à ce versant de l'intelligence économique offensive. Pour illustrer nos assertions, nous étudierons dans un second temps le cas de la République de Moldavie dont la géopolitique économique contemporaine figure comme la proie de la machine de guerre économique américaine.

## **1. LE CONCEPT DE SUPREMATIE STRATEGIQUE**

### **1.1 Les disjonctions géopolitiques**

Les événements qui précipitèrent la chute de l'idéologie soviétique au début de la dernière décennie, contribuèrent à l'avènement d'un monde complexe et incertain, caractérisé par l'émergence de menaces insoupçonnées et protéiformes. Parallèlement à l'atomisation des risques, la généralisation des antagonismes de basse intensité a trouvé son affirmation grâce à la survenue des Technologies de l'Information et de la Communication. Ainsi la résurgence de la géostratégie<sup>1</sup>, entendue comme discipline englobant les faits géopolitiques et géoéconomiques, ouvre des champs d'interrogation multiples et variés. En effet, loin des utopies technologiques originelles, par delà les aspirations philanthropiques qui avaient conclu hâtivement à un ré-enchantement du monde, la globalisation de nos univers n'a pas accouché de l'exaltation universelle si désirée. L'euphorie et l'idéalisme d'un paradigme des autoroutes de l'information ont été englouti avec l'accomplissement des stratégies et des dialectiques conflictuelles. Les Etats les plus avancés, ceux qualifiés de la troisième vague, se livrent des batailles commerciales, culturelles et sociétales d'une ampleur inédite à ce jour, consacrant ainsi avec répugnance les théories sur la guerre économique mondiale. Et, paradoxe des économies capitalistes et libérales, les entreprises devenues nécessairement multinationales, bénéficient de mesures actives de soutien à la conquête de marchés et de directives gouvernementales destinées à la promotion de leurs intérêts marchands.

---

<sup>1</sup> Nous recourons présentement au concept de « géostratégie », malgré toute l'ambiguïté épistémologique qu'il véhicule, notre dessein étant de rendre notre propos compréhensible. Nous renvoyons le lecteur à des communications sur le sujet, notamment les numéros 50 et 58 de la *Revue Stratégique*.

L'apolitisme économique a définitivement tourné court avec l'instauration des doctrines de sécurité économique qui scellent la fin de l'illusion enchantée. Désormais, les luttes frontales ou indirectes qui ont pour finalité la normalisation et la domination, à moins qu'elles ne tendent qu'à la préservation d'une énergie capacitaire, symboliseraient le versant le plus sombre de la mondialisation.

Penser la question cruciale de la suprématie stratégique<sup>2</sup> nécessite de s'interroger sur les conditions d'exercice de la puissance. Evidence ultime, les Etats-Unis sont devenus la seule superpuissance mondiale. Malgré la considérable littérature sur le sujet, peu d'œuvres s'attardent sur l'appréhension de la politique américaine en matière d'*information dominance*. Dans notre dernier ouvrage<sup>3</sup>, nous soulignons que « si les entendements initiaux de la domination informationnelle relevaient du seul champ militaire, ses sphères d'application les plus récentes tendent à concerner des champs élargis d'ordre politique, économique, culturel et sociétal ». Or l'équation mondialiste pose un défi simple aux civilisations, qu'elles que soient leurs avancées technologiques et industrielles : comment penser et agir dans le champ stratégique (chacun en fonction de ses enjeux) afin d'asseoir son rayonnement, de maintenir sa puissance, de développer sa compétitivité... ? Ces interpellations qui s'immiscent dans l'épistémologie, la praxéologie et qui concernent à la fois les théoriciens et les praticiens, ne sont certainement pas neutres ni dénuées de conséquences. Les enjeux relatifs à la production de connaissance stratégique renvoient à une exigence unique. Il importe de concevoir des manœuvres d'affirmation ou de survie dans des environnements communément qualifiés d'exacerbés voire d'hostiles. Tels sont les défis auxquels sont confrontés les acteurs soucieux de s'inscrire dans la sphère mondiale. Ce pari ambitieux exige cependant que lesdits acteurs soient capables de développer cette téléologie propre à exprimer une destinée manifeste. Comprendre cette confusion et cette interaction qui s'est opérée entre les enjeux publics et privés, appréhender les modes opératoire des principaux affrontements géopolitiques modernes implique par essence de repenser la stratégie en tant qu'art, système et science. C'est pourquoi, l'observation des mutations du fait stratégique dans sa plus vaste expression et sous ses déclinaisons les plus diverses passe inmanquablement par l'étude des pratiques d'influences globales<sup>4</sup>.

## 1.2 L'influence stratégique comme vecteur d'une téléologie de la puissance

Démarche itérative, la capacité d'influence se mesure à l'aune de la puissance stratégique d'un Etat, et contribue simultanément à son affirmation politique et économique dans la grammaire des rivalités internationales. L'action d'influence constitue assurément la manœuvre indirecte la plus efficace pour un acteur désireux d'asseoir une supériorité durable, qu'elle soit locale ou globale. Parce qu'ils s'agit en finalité de « capturer les cœurs et les esprits » et de façonner le monde suivant un principe d'universalité, une politique d'influence

---

<sup>2</sup> Selon le concept développé par Richard A. d'Aveni, *Strategic Supremacy : How Industry Leaders create sphere of influence from their portfolio to achieve pre-eminence*, New York, Free Press, 2001

<sup>3</sup> Christian Harbulot et Didier Lucas (Ed.), *La guerre cognitive, l'arme de la connaissance*, Paris, Lavauzelle 2002, p. 220

<sup>4</sup> Nous entendons par influences globales – approche par le sens – « les pluralités d'intentions » relatives aux stratégies inductives (faire-faire, faire-savoir, faire-croire) à des fins d'adhésion des acteurs aux objectifs de l'émetteur. Cf. à ce propos le numéro 12 de *La revue Communication et organisation*, 2<sup>e</sup> semestre 1997

efficace répond à trois principes fondamentaux. Selon Gérard Chaliand<sup>5</sup> il importe de définir des buts homogènes, d'assurer une cohésion dans l'exécution, de veiller à la continuité de l'action. Le processus d'influence stratégique (cf. figure 1 ci-dessous) met en valeur la prééminence de la maîtrise de l'information comme vecteur de contrôle des « architectures critiques ». La quête de puissance vers la domination durable comprend deux phases stratégiques complémentaires et indissociables relevant de la *guerre de l'information* (actions physiques) et de la *guerre cognitive*<sup>6</sup> (actions psychologiques). Les actions de guerre de l'information qui englobent l'ensemble des procédés d'intoxication, de désinformation, de manipulation et de déstabilisation s'envisagent parallèlement à celles relevant des conflits cognitifs — altération des sens et des symboles. Déployées simultanément à grande échelle et sur l'ensemble des environnements (géopolitiques, concurrentiels, et sociétaux), ces opérations contribuent à l'élaboration dudit processus, lequel s'attache avant tout à s'assurer la complicité inconsciente (que nous différencierons de la soumission librement consentie<sup>7</sup>) d'acteurs précisément identifiés.

Sur le plan théorique, cet art de la stratégie indirecte vise à l'encercllement politique et idéologique afin de créer un environnement favorable et par essence d'augmenter sa liberté de mouvement. Davantage fondé sur la ruse que sur l'effet de surprise, cette manœuvre ambitionne par le contournement stratégique, de briser l'ensemble des résistances susceptibles d'apparaître en cas de conflit ouvert. A ce propos Volkoff explicite les règles de l'art :

« Rien de direct, toujours des relais, ne jamais lutter sur son propre terrain ni sur celui de l'adversaire, lui régler son compte ailleurs, dans un autre pays, un autre contexte social, un autre domaine intellectuel que celui où il y a véritablement conflit. Cette conception suppose trois participations : nous, l'adversaire et un repoussoir, c'est à dire un élément qui réverbère notre manœuvre »<sup>8</sup>.

---

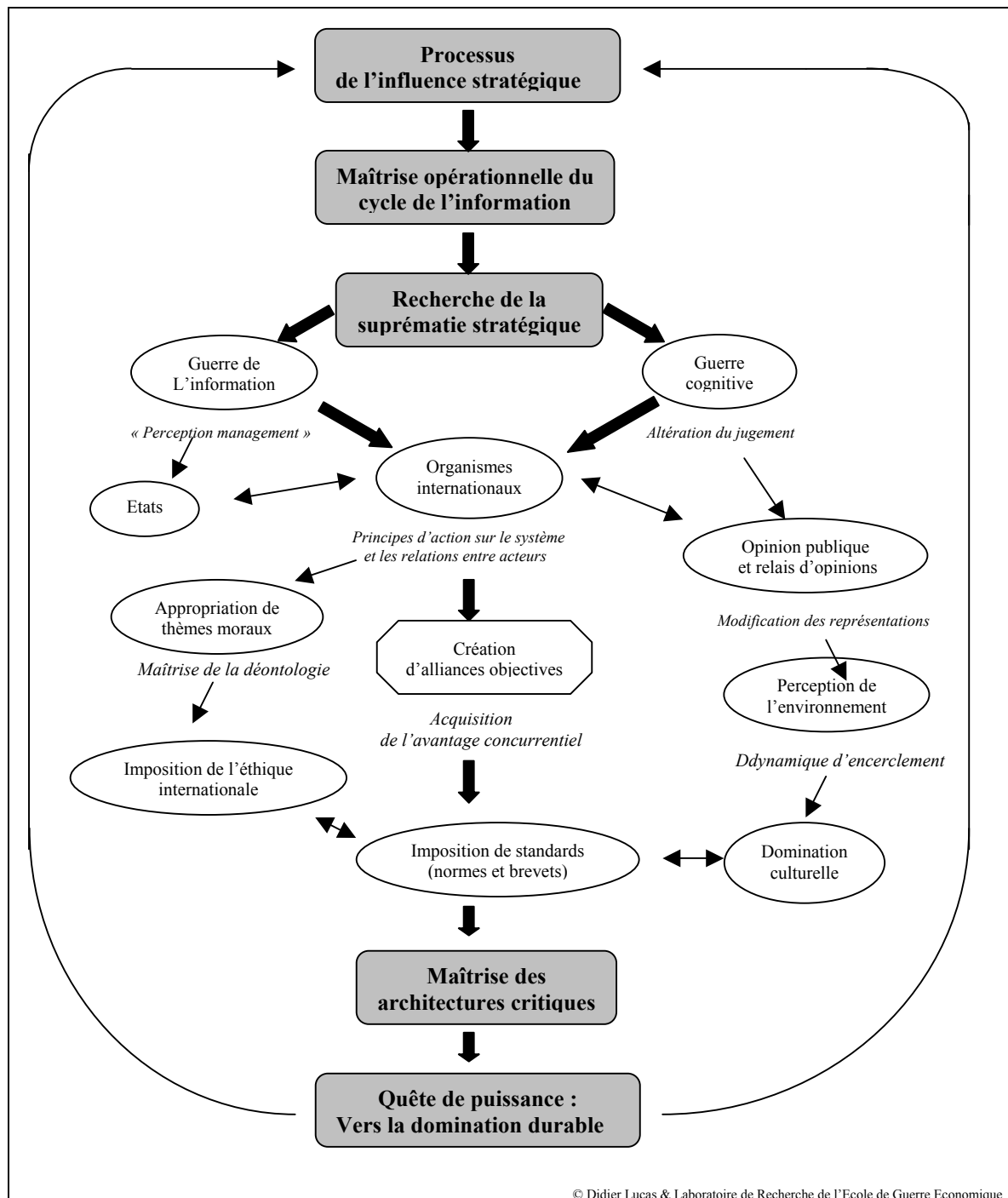
<sup>5</sup> G. Chaliand, « Stratégie d'influence », (Postface de l'ouvrage en ligne de P. Verluise *Quelle France dans le monde au XXI<sup>e</sup> siècle ?*), [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), décembre 2001

<sup>6</sup> Voir C. Harbulot. et D. Lucas, *Op. Cit.*

<sup>7</sup> Voir R. Joule et J-L. Beauvois *La Soumission librement consentie*, Paris, PUF, Paris, 1998

<sup>8</sup> V. Volkoff, *La désinformation arme de Guerre*, Paris Flammarion, 1991, cité dans P. FAYARD, *Communication scientifique publique, stratégie, Métis & intelligence, Le choix de l'intégration*, mémoire d'habilitation à diriger des thèses en sciences de l'information et de la communication, université de Poitiers, 21 juin 1994, p . 94

Figure 1 : Le processus de l'influence stratégique



Autre élément caractéristique, la connivence des réseaux<sup>9</sup> constitue également un soubassement déterminant dans le développement d'une stratégie d'influence globale. La structuration de l'ensemble des acteurs concernés par un idéal commun permet de concrétiser des projets de grande envergure. C'est pourquoi, Christian Marcon insiste sur la nécessité du partage d'un imaginaire. Lorsque l'interpénétration des volontés (se) fait jour, la stratégie-

<sup>9</sup> C. Marcon « Eléments pour une épistémologie de la stratégie réseau », *Colloque Regard croisés sciences de gestion et sciences de l'information et de la communication*, Nice, 6 et 7 décembre 2001

réseau finalisée devient une force asymétrique dont il est ardu d'isoler rationnellement l'énergie motrice.

## **2. GEOPOLITIQUE ECONOMIQUE DE LA MOLDAVIE OU LE SYLLOGISME DE L'AMERTUME**

Carte de la Moldavie en 2001, par Philippe Rekacewicz



Conséquence directe de la décision prise durant l'été 2001 d'élargir l'Union Européenne, la République de Moldavie se trouve repoussée vers l'est<sup>10</sup> et figure à la lisière de la future frontière orientale. En effet, les négociations roumaines relatives à l'adhésion à l'Union fragilisent cette ancienne république de l'Union Soviétique, dont la crise économique ne cesse de s'amplifier depuis l'indépendance. Ce petit Etat de 35 000 km<sup>2</sup> qui compte 4 millions d'habitants figure aujourd'hui comme le pays le plus pauvre du continent<sup>11</sup>, dépassant les tristes indicateurs économiques albanais ou arméniens. Il semble dès lors compréhensible que les Etats d'Europe occidentale ne manifestent qu'un très faible intérêt politique ou économique envers une région qui ne recèle aucun minerais rare, aucune pierre précieuse, et dont les sols ne renferment ni gaz ni gisement pétrolier. Quant aux industries lourdes ou de pointes, elles sont désormais entre les mains de l'oligarque de la province

<sup>10</sup> Voir l'article éponyme de Guy-Pierre Chomette, *Le Monde diplomatique*, janvier 2002. Egalement disponible à l'adresse suivante : <http://www.monde-diplomatique.fr/2002/01/CHOMETTE/16027>

<sup>11</sup> Concernant les données générales sur le pays, nous renvoyons le lecteur vers le site de... la CIA ([www.cia.gov/cia/publications/factbook/](http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/)) dont les informations sont fiables et actualisées tous les ans.

sécessionniste de Transnistrie<sup>12</sup>. Tel est le très rapide panorama d'un Etat de la sphère francophone et à la francophilie affirmée qui se tourne malgré lui de plus en plus vers les Etats-unis.

Contrairement à la France dont le rayonnement est encore immense en dépit d'une volonté d'influence devenue marginale, les américains ont parfaitement identifié les enjeux stratégiques afférents au développement de ce petit Etat. Renforcer la démocratie, développer l'économie de marché, faciliter les investissements directs étrangers, telless sont les ambitions américaines ouvertement affichées. Voilà pour l'aspect économique et commercial. Sur le plan politique, la nécessité de contrôler une étendue territoriale charnière entre l'ouest et les républiques du Caucase voisines contribue à renforcer indirectement l'influence américaine tout en marginalisant le rôle diplomatique des représentations européennes majoritairement tournées vers Bucarest.

## 2.1 La Moldavie à l'horizon 2005 : Elements de la stratégie de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID)<sup>13</sup>

Selon G. Chaliand<sup>14</sup>, la politique d'influence des Etats-Unis est diffusée par un ensemble de vecteurs au rang desquels figurent naturellement l'idéologie, la langue anglaise, et les organisations internationales dont les postes clés sont généralement détenus par des ressortissants américains ou des individus reconnus comme favorables aux thèses et idées de Washington :

- « L'idéologie : la démocratie, l'économie de marché et les droits de l'homme, ceux-ci étant sélectifs et constituant une arme politique.
- La langue anglaise, devenue vernaculaire à l'échelle mondiale, bénéficie du capital de l'Empire britannique (ex-colonies et dominions de la couronne). Cette langue est véhiculée - avec ses messages - sur Internet, CNN, des radios (Board of international broadcasting, Radio Free Europe, Voice of America), le cinéma, les séries télévisuelles, les vidéos, etc.
- L'influence des Etats-Unis s'exerce directement ou indirectement sur les institutions internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (25 % du budget de ces organismes est payé par les Etats-Unis selon USIA) mais aussi la FAO, l'UNESCO et l'ONU, particulièrement depuis l'effondrement de l'URSS ».

Preuve de la divergence culturelle qui oppose les Etats-Unis à une large partie du globe, la Moldavie n'est pas considérée comme un pays du tiers-monde — auquel il conviendrait alors de manifester un intérêt significatif, mais comme un Etat qualifié de « marché émergent ». Cette construction purement sociale symbolise (selon nous) le biais de l'approche américaine. Et comme si finalement *tout le commerce n'était qu'une guerre*<sup>15</sup>, ce petit pays

---

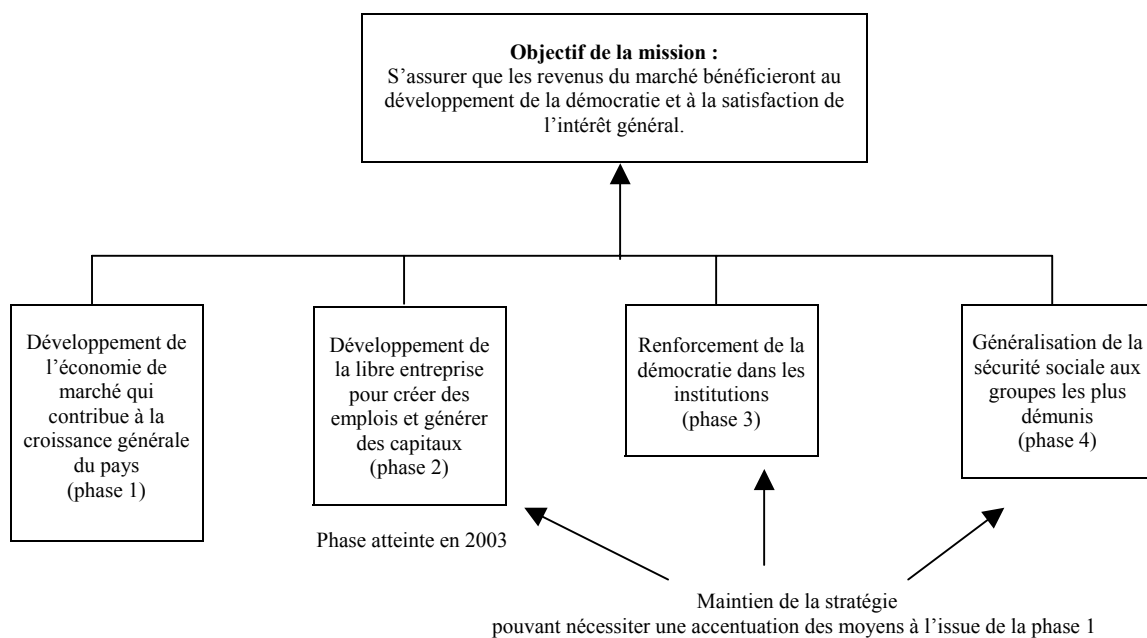
<sup>12</sup> Hélène Despic-Popovic, « La Transnistrie : Sovietic Park », *Libération*, 1<sup>er</sup> août 2002. Article en ligne sur le site du quotidien : <http://www.liberation.com/page.php?Article=45119>

<sup>13</sup> Agence Américaine pour le Développement International (USAID), *Moldova : strategic plan for 2001-2005*, January 2001.

<sup>14</sup> *Op. Cit.*

enclavé entre la « puissante » Ukraine et « l'encombrant » voisin roumain, est l'objet d'un mémorandum de l'USAID intitulé *Plan stratégique pour la Moldavie : 2001-2005*. La lecture de cette étude publiée en janvier 2001 s'avère fort instructive tant elle met en valeur les enjeux de géopolitique économique que lui prêtent les Etats-Unis. Et loin de faire preuve d'un quelconque autoritarisme politique dont le corollaire n'est pas le favoritisme économique systématique, les américains déploient des manœuvres « plutôt » subtiles destinées à la maîtrise des architectures critiques (notamment par le contrôle des organes publics décisionnaires, la formation intellectuelle des élites locales suivant les systèmes éducatifs anglo-saxons). Parce qu'il existe une causalité entre la construction de normes et de règles et les retombées « marchandes » espérées, la stratégie d'influence développée par les Etats-Unis porte évidemment sur la libéralisation du marché intérieur moldave. Les différentes formes d'assistances destinées au développement de l'économie de marché constituent l'étape incontournable dans l'appréhension par le gouvernement moldave des vertus du modèle américain.

Figure 2 : Plan stratégique américain pour la Moldavie



La majorité des financements<sup>16</sup> en faveur de la Moldavie provient du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de l'Assistance Technique de l'Union Européenne

<sup>15</sup> Préliminaires à la réflexion de Stephan Herzog dans son ouvrage *Le plan de guerre commerciale de l'Allemagne* (publié en Allemagne en 1914) et traduit par le futur président des Etats-Unis H. Hoover dès 1915. L'étude attentive de la doctrine de sécurité économique initiée par « Bill » Clinton rappelle en de nombreux points les préconisations de l'œuvre originale en matière d'intelligence économique, de lobbying, de management stratégique de l'information, d'influence globale. Voir D. Lucas et A. Tiffreau, *Guerre économique et information*, op. cit., pp. 21-30. A noter que l'ouvrage d'Herzog vient de faire l'objet d'une réédition aux éditions Lavauzelle en septembre 2002.

<sup>16</sup> Le FMI a contribué à faciliter la restructuration économique du pays, tandis que l'USAID a fourni l'assistance technique (dans le cadre d'opérations de conseil auprès du gouvernement moldave) nécessaire à la mise en œuvre des objectifs. La Banque Mondiale a financé les investissements et les réorganisations depuis 1992 à hauteur de 305 millions de dollars. Elle a également engagé près de 20 millions de dollars via le fonds d'investissement sociale. De son côté l'Union Européenne a contribué à la transformation économique du pays entre 1991 et 1999 grâce à 76 millions de dollars de subventions. Quant au programme pour le développement des Nations Unies, les ressources allouées furent principalement destinées au renforcement de la démocratie.

(programmes TACIS) et du programme de développement des Nations Unies. La gestion de ces contributions fut prise en charge par l'ambassadeur américain près la république de Moldavie et l'USAID en tant qu'organisme représentant les intérêts des Etats-Unis. Profitant du savoir-faire issu de l'expérience ukrainienne<sup>17</sup> où les stratégies d'influence s'initient avec la formalisation de partenariats éducatifs auprès de 450 collèges et lycées, ce sont aujourd'hui près de 80 volontaires du *Peace Corps* qui oeuvrent actuellement en Moldavie.

Le Peace Corps est une administration créée en 1961 par J. F. Kennedy dans le prolongement de son discours où il enjoignait les jeunes américains à ne pas se demander ce que le pays pourrait faire pour eux, mais à s'interroger sur ce qu'eux même pourraient faire pour leur pays. Depuis sa création, 165 000 citoyens américains, déployés sur 130 pays ont contribué à la promotion de l'Amérique ainsi qu'à la défense de ses valeurs éternelles.

En outre, jouant sur la volonté d'émancipation du peuple moldave à l'égard du système hérité de l'URSS, les actions américaines se sont initialement développées avec l'arrivée d'églises évangélistes, d'associations caritatives communément qualifiées de sectaires. Ces acteurs ont ainsi « préparé » le terrain pour les firmes. Ainsi les manœuvres d'encerclement se caractérisent par le contrôle de tous les leviers stratégiques. Une dose d'humanitaire, une faible assistance technique et logistique, une contribution à la réforme des institutions grâce aux financements des organismes internationaux, tels sont les ingrédients américains pour permettre à ses firmes d'arriver dans un environnement favorable.

## 2.2 Les résultats

Cet Etat constitue un marché formidablement attractif car les conditions macroéconomiques<sup>18</sup> sont particulièrement propices : la législation locale ne comporte aucune restriction en matière d'investissements directs étrangers, les procédures d'appels d'offre sont très mal maîtrisées — des entrepreneurs allemands et italiens du BTP se sont ainsi emparés d'entreprises très rentables pour des montants dérisoires et avec des cahiers des charges totalement biaisés. Premier investisseur étranger, les américains devancent l'Allemagne, la Russie, le Japon, les Pays Bas, la Turquie et la Roumanie.

La dynamique de prédation économique à l'encontre du marché moldave, est le symbole de la quête de domination durable dont font preuve les Etats-Unis sur l'ensemble des marchés émergents. La connivence avec l'Allemagne, dont la présence en Europe orientale et dans les républiques de l'ex-URSS est le produit de l'histoire, a grandement facilité l'arrivée des firmes américaines dans ces régions. Concernant les principales privatisations, l'influence des

---

<sup>17</sup> L'un des aspects non marginaux de la doctrine américaine de sécurité économique porte sur l'optimisation du système d'aide aux exportations vers les « 10 big emerging markets ». En amont de cette politique de soutien à ses firmes, les Etats-Unis ont systématiquement mis à profit leurs institutions humanitaires pour préparer le terrain avant l'arrivée des industriels. Le contexte ukrainien (49 millions d'habitants) est significatif de la « prédation » intelligente dont ce pays fut l'objet. Depuis son indépendance en 1992, près de 650 volontaires du Peace Corps (voir le site officiel : [www.peacecorps.gov](http://www.peacecorps.gov)) se sont relayés afin notamment « d'aider à une meilleure compréhension des Etats-Unis d'Amérique de la part des pays concernés ». L'expérience fut un succès puisque les retombées nées de l'économie de marché profitent aujourd'hui en très large majorité aux entreprises américaines.

<sup>18</sup> Sweeney P et Midori H., « US companies discover Moldova », *US Government Printing Office*, July 1998

Etats-Unis peut sembler relative dans la mesure où sur les cinq opérations les plus importantes, une seule d'entre elle a finalement été conclue par une firme américaine. En réalité, les symboles de l'Amérique sont omniprésents dans toute la Moldavie. Désormais, les entrepreneurs locaux n'aspirent qu'à une seule chose, ouvrir le capital de leurs entreprises à des investisseurs américains, et cela en dépit d'une certaine arrogance dont ils sont coutumiers. Parmi les arguments invoqués, ces derniers osent croire en la jeunesse et dans le dynamisme de la population moldave.

Même si le Plan Stratégique pour la Moldavie n'en est qu'à sa phase initiale, les retombées économiques sont déjà mesurables. En effet, les actions de réformes fiscales et comptables, les activités de conseil en management des services publics, les programmes d'assistance à la privatisation des industries agraires et de télécommunication, de développement et de régulation des secteurs énergétiques, de gestion de services hospitaliers (et plus généralement tout ce qui concerne la santé publique), sont dirigées par des entreprises américaines<sup>19</sup>. Ainsi, pour le mois de juillet 2002, le volume d'affaires généré par les seules entreprises américaines en Moldavie s'est élevé à 20 millions de dollars.

## Conclusion

Si le siècle précédent fut qualifié de féroce, celui qui débute est l'objet de multiples questionnements, tant il véhicule les métaphores agressives et prédatrices. Penser la mondialisation et son cortège de rivalités relève du truisme. En cédant ses prérogatives régaliennes, le modèle européen d'Etat-nation a partiellement capitulé au profit des acteurs industriels qui créeraient un hiatus des plus dangereux. Considérant son caractère irrévocable, associé aux prodigieuses promesses qu'il laisse entrevoir, d'aucun évoque l'ouragan mondialiste comme phénomène spatio-temporel vecteur des espoirs absolus et des craintes les plus profondes de l'humanité. Il en va ainsi des implications nées de la *marchandisation* du monde ou plus sûrement des dérives excessives du libéralisme contemporain. En intentant à la culture, à la connaissance et à ses vecteurs de diffusion, les législateurs internationaux auraient sacrifié l'inaliénable et le symbolique à la cause financière. Mais l'Amérique souffre peu des équivoques métaphysiques qui assaillent une partie de la planète :

« L'un des objectifs premiers de notre politique étrangère est de promouvoir une économie mondiale saine, dans laquelle le génie et la productivité américaine reçoivent leur dû (...). Nous autres américains tirons une force immense du fait que nous savons qui nous sommes et en quoi nous croyons. Nous avons un but. Et (...) si nous sommes fidèles à nos principes nous réussirons. Faisons donc honneur à cette foi. Dans la dernière année de ce siècle turbulent, assumons, sans nous plaindre mais en lui réservant un bon accueil, le rôle de leader qu'ont établi nos aïeux<sup>20</sup>. »

Certes le développement du commerce extérieur est une préoccupation légitime des Etats, la promotion des firmes et de leurs produits étant devenue un aspect traditionnel de la diplomatie. En revanche, le système mis en place aux Etats-Unis dans le cadre de la doctrine de sécurité économique est novateur car il constitue la pierre angulaire de la politique économique de pays. Bill Clinton a su réorganiser en profondeur l'ensemble de son

<sup>19</sup> Cf. le site de la mission USAID en Ukraine, Moldavie et Biélorussie : <http://www.usaid.kiev.ua/index.html>

<sup>20</sup> Allocution de Madeleine Albright prononcée le 20 mai 1999 au Sénat.

administration et de son outil industriel au profit de la conquête de marchés étrangers, tout en concevant minutieusement les textes préparatifs à l'OMC. Les premiers succès sont déjà visibles et d'autres se dessinent d'ici à l'horizon 2010. Plusieurs constats s'imposent naturellement. Sauf conjoncture économique particulièrement défavorable, le modèle américain devrait obtenir ses premiers vrais résultats dans les années à venir. En interne, la relative faiblesse de leur industrie de l'information et la nécessité de coordonner davantage les relations entre les différentes administrations sera déterminante pour assurer d'autres succès commerciaux. Il semble acquis que les Etats-Unis disposent déjà d'un avantage concurrentiel certain avec la mise en œuvre d'une telle machine. Malgré le retard pris par l'Union Européenne, cette dernière en affichant une volonté similaire de fédérer ses ressources, pourrait alors contrecarrer les vellétés américaines en Afrique, dans certaines régions du continent asiatique, et en Europe orientale.

Espérons qu'à la fin une certitude affleure, « que la France [soit] tout à fait apte à relever les défis du XXI<sup>ie</sup> siècle. A périr de morgue, elle doit préférer la maîtrise du futur. Sous cette condition et pour peu que nos compatriotes le désirent, l'aube livrera ses promesses, embastillant les songes moroses dans la citadelle de la nuit »<sup>21</sup>. Retenir les leçons américaines nécessite parallèlement de dresser le bilan d'échec global de la politique française en matière d'influence stratégique. La francophonie est un facteur d'identité, elle mérite dès lors d'être soutenue encore plus fortement, mais cela induit qu'une réflexion ambitieuse définisse des objectifs clairs et cohérents. Aujourd'hui les actions culturelles françaises sont coûteuses et d'un faible retentissement. « Lorsque l'on ne trouve pas ce que l'on désire », écrivait Guy Debord, « on finit par désirer ce que l'on trouve. » Peut être est ce simplement la raison pour laquelle la Moldavie ouvre ses frontières aux normes et aux firmes américaines...

## Références bibliographiques

- ANDERSON J. H., BLIN A., CHALIAND G. et GERE F. (sous la direction), *Puissances et influences. Annuaire géopolitique et géostratégique 2000-2001*, Paris, Editions des Mille et une nuits, 2001
- D'AVENI R. A., *Strategic Supremacy : How Industry Leaders create sphère of influence from their portofolio to achieve pre-eminence*, New York, Free Press, 2001
- BAUMARD P. « Les conceptions françaises et anglo-saxonnes des affrontements économiques », in Pierre Lacoste (sous la direction), *Le renseignement à la française*, Paris : Economica, 1998
- BOYER Y., « La géoéconomie au centre de la politique extérieure des Etats-Unis, *Revue Française de Géoéconomie*, numéro 1, mars 1997
- CHOMETTE G. P., « La Moldavie repoussée vers l'est », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002.
- DAMIEN R. et MAUGERI S., « Normaliser pour dominer », *Les cahiers de médiologie*, 2<sup>e</sup> semestre 1996
- DELPECH T., *Politique du chaos, l'autre face de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2002
- DEMIAN A., « La république de Moldova à la croisée des chemins », *Synthèse N°33 de la Fondation Robert Schuman*
- DESPIC-POPOVIC H., « La Transnistrie : Sovietic Park », *Libération*, 1<sup>er</sup> août 2002

---

<sup>21</sup> Alain Redslob, *La France face à la mondialisation : de la peur à l'espoir*, Paris, L'Harmattan, 1999, page 157

- FAYARD P., *Communication scientifique publique, stratégie, Métis & intelligence, Le choix de l'intégration*, mémoire d'habilitation à diriger des thèses en sciences de l'information et de la communication, université de Poitiers, 21 juin 1994
- HARBULOT C., *La machine de guerre économique*, Paris, Economica, 1992
- HARBULOT C. et LUCAS D. (sous la direction), *La guerre cognitive, l'arme de la connaissance*, Paris, Lavauzelle 2002.
- HERZOG S., *Le plan de Guerre commerciale de l'Allemagne*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1918
- HOTIER H., « Propos liminaire pour introduire sans trop induire, Numéro induction et communication, *La Revue Communication & Organisation*, N°12, 2è semestre 1997
- HUYGHE F.B., *L'ennemi à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2001
- JOULE R. et BEAUVOIS J.L., *La Soumission librement consentie*, Paris, PUF, Paris, 1998
- LAÏDI Z. (sous la direction), *Géopolitique du sens*, Bruxelles, Desclée de Brouwer, 1998
- LUCAS D. et TIFFREAU A., *Guerre économique et information*, Paris, Ellipse, 2001
- MARCON C. « Eléments pour une épistémologie de la stratégie réseau », *Colloque Regard croisés sciences de gestion et sciences de l'information et de la communication*, Nice, 6 et 7 décembre 2001
- REDSLOB A., *La France face à la mondialisation : de la peur à l'espoir*, Paris, L'Harmattan, 1999
- REVEL C. et PEDRON-LIOU I., *La diplomatie exportatrice des Etats-Unis*, Observatoire du Marché International de la Construction, 1997
- REVEL C. « Nouvel environnement international, nouveaux acteurs : où sont les français ? », *Synthèse N°22 de la Fondation Robert Schuman*
- VOLKOFF V., *La désinformation arme de Guerre*, Paris Flammarion, 1991

## Références Internet

- BUSINESS INFORMATION SERVICE FOR THE NEWLY INDEPENDANT STATES, «Moldova : Economic & Trade Overview », *US Department of Commerce, International Trade Administration*, January 2000
- BUSINESS INFORMATION SERVICE FOR THE NEWLY INDEPENDANT STATES, «1999 Investment climate statement on Moldova », *US Department of Commerce, International Trade Administration*, July 1999
- CHALIAND G., « Stratégie d'influence », (Postface de l'ouvrage en ligne de P. Verluise *Quelle France dans le monde au XXIè siècle ?*), [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), décembre 2001
- SWEENEY P. J. et MIDORI H., « US companies discover Moldova », *US Government Printing Office*, July 1998
- UNITED STATE AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (USAID), *Moldova : strategic plan for 2001-2005*, January 2001
- US TRADE ADMINISTRATION, *Moldova country commercial guide 2002*, US department of State, May 2002
- WHITE HOUSE, *National Security Strategy of United State Of America*, July 2002